

REPÈRE

5 Réforme du contrat de prêt : un projet perfectible

Le projet de réforme des contrats spéciaux vient d'être présenté par ses rédacteurs, assorti de commentaires explicatifs (Commission présidée par le professeur Ph. Stoffel-Munck, Avant-projet de...

ALERTES

112 Pistes de réflexion concernant l'encadrement du pouvoir d'influence des réseaux sociaux

L'apparition d'Internet a bouleversé le secteur des investissements financiers, en facilitant l'accès à des informations aux sources multiples par le biais de blogs, de forums sur Internet ou de...

• Analyse fiscale

113 L'impôt à taux zéro Taux zéro et situations voisines. – En droit fiscal, certaines situations donnent lieu à un impôt de 0 %. Si la pratique a tendance à dire qu'une telle situation est exonérée,...

DROIT BANCAIRE

114 Réponses à la consultation de la Commission sur l'actualisation du règlement Benchmark Sources : ESMA, communiqué, 12 août 2022 ISDA et a., communiqué, 11 août 2022 Comm. UE, communiqué, 20 mai...

• Veille des publications

142 Veille des publications Droit et technique bancaire % Acceptation de l'offre d'achat immobilier et condition résolutoire affectant le prêt, note ss Cass. 1re civ., 29 juin 2022, n° 21-11.690 : JCP...

CHRONIQUE

3 Chronique de droit bancaire international

Cette quatrième chronique de droit bancaire international couvre la période de mai 2021 à juin 2022 et s'inscrit dans la continuité de la précédente. L'actualité législative étrangère sur la...

ÉTUDES

10 Le règlement européen sur le régime pilote : l'innovation réglementaire pour les infrastructures de marché en blockchain face au défi de sa mise en œuvre

En date du 2 juin 2022, le règlement européen sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie blockchain a été publié au Journal officiel de l'Union européenne. Son...

11 Prêt à une personne morale de droit public : le conundrum de l'usure

Applicabilité de la réglementation sur l'usure aux personnes morales de droit public : il faut distinguer Si les prêts consentis à des personnes morales de droit public doivent, conformément aux...

Autorités - Établissements - Statuts

MONOPOLE BANCAIRE 128 Monopole bancaire (article L. 511-7, I, 1° du Code monétaire et financier) : un tour de vis... pour rien ? Solution. – L'avance sur remises ne correspond pas aux exceptions...

Garanties du crédit - Sûretés personnelles et réelles

CAUTIONNEMENT 133 Portée du caractère accessoire du cautionnement Solution. – La fin de non-recevoir tirée du défaut de mise en œuvre d'une clause de non-conciliation est une exception purement...

Droit bancaire européen

DEVOIR DE VIGILANCE 149 Vers un devoir de vigilance européen : proposition de directive de la Commission européenne – La proposition de directive de la Commission européenne introduit un nouveau...

Infraction - Sanction

FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIF 152 Qualification d'un FIA Solution. – La commission des sanctions de l'AMF, dans une décision du 25 mai 2022 relative aux conditions de commercialisation de parts de...

Droit financier européen et international

AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SURVEILLANCE 154 Autorités européennes de surveillance – La Commission européenne fait un bilan 10 ans après la mise en place des autorités européennes de surveillance. – Le...

Crédits aux particuliers (mobilier, immobilier)

CRÉDIT IMMOBILIER 129 Condition résolutoire et pluralité d'emprunteurs Solution. – Lorsque des coemprunteurs souscrivent un emprunt en vue de l'acquisition d'un immeuble et que cette acquisition se...

Recouvrement des créances - Surendettement - Procédures d'insolvabilité

SURENDETTEMENT 138 Surendettement et clause résolutoire Solution. – L'effacement des dettes dans une procédure de surendettement ne remet pas en cause l'effet d'une clause résolutoire acquise. Impact....

Gestion de portefeuille

FONDS DE CAPITAL INVESTISSEMENT 150 La fin de vie des fonds de capital investissement à destination des particuliers – Un rapport publié par l'AMF sur la fin de vie des fonds de capital investissement...

Finance alternative et durable

FINANCE DURABLE 153 La notion de durabilité pénètre toujours davantage la réglementation relative aux sociétés et aux opérateurs des marchés financiers – Alors que les conséquences du changement...

DOSSIER

40 La finance verte

Après la crise de 2008, la principale préoccupation, en matière de régulation financière, était la sécurité du système financier. Celui-ci avait été au bord de l'effondrement. Il fallait donc le...

42 Le cadre juridique européen de la finance durable

Le cadre juridique de la finance durable s'est largement développé au cours de ces dernières années, avec l'adoption de textes majeurs au niveau européen. Il reste, en l'état actuel, un cadre...

41 « La gestion d'actifs à l'interface de l'information extra-financière » (cadre juridique interne de la finance durable)

Consommatrice d'informations extra-financières provenant des émetteurs dans lesquels elle souhaite investir les actifs qu'elle gère, la gestion d'actifs est aussi productrice de données « ESG » à la...

43 Obligations vertes, obligations sociales, obligations durables et obligations liées au développement durable

Les marchés obligataires occupent une place importante dans le financement du développement durable. Deux grandes familles d'emprunts obligataires s'y distinguent : d'une part, les emprunts...

44 La finance verte : les prêts verts ou liés au développement durable (sustainability linked loan)

En servant le développement durable et les acteurs économiques concernés, la finance verte est fort bienvenue. Elle ne dispense toutefois pas les banques de faire preuve de vigilance, en particulier...

45 Table ronde : l'avenir de la finance verte

Réfléchir à l'avenir de la finance verte conduit à prendre au sérieux une évolution rendue possible notamment par le développement d'instruments révélant l'impact des activités sur l'environnement...

46 Conclusion générale

Cette intervention, tout en faisant la synthèse des rapports présentés dans le cadre du colloque, porte un regard critique sur les développements juridiques engendrés par l'engouement irraisonné pour...

TABLES

Table chronologique de jurisprudence

Cass. 1re civ., 30 mars 2022, n° 20-21.899 (Crédit immobilier) comm.
130Cass. com., 13 avr. 2022, n° 20-22.389...